



Journée du samedi

10H - 10H15 : ACCUEIL

- **Accueil par Catherine COUTARD** (première secrétaire fédérale de la Drôme, secrétaire nationale aux élus)
- **Accueil par Alain MAURICE** (maire de Valence)

10H15-10H30 : Ouverture de l'université d'été par Bastien FAUDOT (secrétaire national à la formation et aux universités d'été)

10H30-12H 30: TABLE RONDE N° 1 / Comment sortir de la logique des marchés financiers ?

Crise des crédits hypothécaires de juillet 2007, crise financière de l'été 2008, crise de l'euro au printemps 2010 : cette série de crises en cascades a révélé l'assujettissement des acteurs économiques traditionnels aux injonctions des marchés financiers. Hier imaginés pour mobiliser des capitaux, financer les investissements et soutenir la production, les marchés financiers ont aujourd'hui renversé l'équation. Etats, entreprises et salariés sont pris dans l'étau de la contrainte actionnariale qui exige des rendements toujours croissants. Cette logique de financiarisation se développe au détriment de l'économie de production, de la croissance et de l'emploi. Faut-il réguler ou réglementer les activités financières ? Jusqu'où ? Comment rétablir une logique économique au service du plus grand nombre, affranchie des œillères et du « court-termisme » du capitalisme financier ? Comment remettre les Etats, dépositaires de l'intérêt général, au centre du jeu ? La porosité du système économique libéral impose-t-elle exclusivement des réponses globales ou autorise-t-elle encore d'envisager des stratégies nationales ?

Animateur : Etienne BUTZBACH (maire de Belfort, secrétaire national aux relations internationales)

Intervenants :

Bruno MOSCHETTO (ancien banquier, universitaire)

Yves LE HENAFF (secrétaire national aux questions économiques)

14H15-16H15 : TABLE RONDE N°2 / Quel avenir pour la zone euro ?

La zone euro est entrée dans une phase de turbulences particulièrement aigüe. Cet espace monétaire unique composé de 16 pays était viable en période de croissance, mais est devenu difficilement soutenable depuis le début de la crise. Après de longues hésitations, les pays membres de la zone euro ont apporté un soutien conditionné à la Grèce pour éviter qu'elle fasse défaut à ses crédettes. D'autres pays fortement endettés (Espagne, Portugal, Irlande) sont aujourd'hui les proies du marché du crédit et des agences de notation privées. Dans ce contexte, l'éclatement de la zone euro, hypothèse jugée hier fantaisiste, est devenu une menace plausible. Structurellement hétérogène, cet espace monétaire pourrait ne pas survivre aux forces centrifuges qui l'animent. L'Allemagne, qui réalise son excédent commercial au détriment des autres pays de la zone euro, jugera-t-elle opportun de revenir sur sa politique de déflation compétitive ? L'euro peut-il être sauvé, et à quelles conditions ? Faut-il anticiper un plan B ? Quelles seraient les conséquences économiques et politiques d'un éclatement de la zone euro ? Le retour à une monnaie commune peut-il être une solution ?

Animateur : Julien LANDFRIED (secrétaire national à la communication)

Intervenants :

Yves LE HENAFF (secrétaire national aux questions économiques)

Alain COTTA (professeur d'économie à HEC)

Laurent PINSOLLE (porte-parole de Debout la République)

16H30-18H30 : TABLE RONDE N° 3 / Refaire de la France un grand pays industriel

Depuis 1970, le nombre d'employés dans le secteur tertiaire a doublé en France, tandis que l'on dénombre 2 millions d'emplois perdus dans l'industrie. Cette lente désindustrialisation du pays a accompagné la lente progression d'un chômage de masse devenu chronique. Longtemps sous-estimé, parfois considéré comme une inexorable fatalité, le démantèlement de l'industrie française a été le premier symptôme de la mondialisation. L'ouverture des frontières et la libéralisation des échanges a livré le secteur productif à la concurrence déloyale des pays à très bas coûts, entraînant la surenchère du moins-disant, donc les délocalisations. La crise a cependant rendu manifeste l'extrême volatilité des valeurs financières qui s'étaient progressivement substituées à l'économie de production dans les pays développés. Par contraste, les pays émergents qui tirent précisément leur épingle du jeu sont d'abord de grandes nations industrielles. Comment relever le défi de la réindustrialisation aujourd'hui ? Quel est le rôle de la puissance publique en la matière ? Quelles règles de concurrence doivent être mises en place pour permettre à la France de restaurer durablement son secteur productif ?

Animateur : Patrick QUINQUETON (secrétaire national aux prises de positions du parti, chargé du programme de Salut public)

Intervenants :

Jean-Michel QUATREPOINT (journaliste économique)

Pierre-Alain WEILL (Secrétaire national adjoint à l'industrie du Parti Socialiste, chargé des PME)

Jean-Pierre GERARD (Chef d'entreprise, président du club des n°1 mondiaux à l'export, vice-président de Debout la République, ancien membre du Conseil de la politique monétaire)

Matinée du dimanche :

8H30-10H : petits-déjeuners thématiques

- Santé et hôpital public

Introduction de Ladislav Polski, secrétaire national à la santé, conseiller régional PACA et Patrick Nivet

Les inégalités sociales et territoriales d'accès aux soins sont des blessures pour notre pacte républicain.

Après la multiplication des mesures tendant à augmenter la part individuelle du financement des dépenses de santé au détriment de leur financement solidaire, la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires, adoptée il y a un an, introduit une inquiétante « dédifférenciation » entre les structures hospitalières publiques et privées. La démographie médicale et la répartition géographique des professionnels de santé n'ont pas trouvé leur équilibre, et on peine à entrevoir l'émergence d'alternatives à la rémunération à l'acte des professionnels de santé libéraux. Compagnies d'assurances et industrie pharmaceutique observent avec convoitise les évolutions de notre système de santé que la politique de rigueur amorcée par le gouvernement risque d'ébranler davantage. Dans ce contexte, les Agences Régionales de Santé, nouvelles structures regroupant les services de l'Etat et de l'Assurance maladie, ne seront-elles que les outils d'application d'une loi largement imprégnée d'idéologie libérale ? Est-il trop tard pour que l'Hôpital public continue d'assurer la synthèse entre excellence médicale et égalité d'accès aux soins ? Quelles mesures devrait adopter un gouvernement de Salut public en matière de santé ?

- Education

Animé par Véronique Blanc-Blanchard et Estelle Folest (Secrétaire nationale chargée de l'éducation) avec la participation de Claire Mazon, agrégée de géographie, syndicaliste, auteur de " Autopsie du Mammouth, l'éducation nationale respire-t-elle encore ?" ed. Gawszwitch

10H15 – 10H45 : Intervention de Jean-Luc LAURENT (Président du MRC, maire du Kremlin-Bicêtre)

10H45 – 12H15 : DEBAT POLITIQUE / Quel projet pour 2012 ?

Animatrice : Marie-Françoise BECHTEL (vice-présidente du MRC)

Intervenants :

François HOLLANDE (député, ancien premier secrétaire du PS)

Jean-Pierre CHEVENEMENT (sénateur du territoire de Belfort, président d'honneur du MRC)